

REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (au nom d'autrui) En vertu de la Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel

Lorsque vous présentez une requête au nom d'autrui, vous êtes l'auteur de la requête et l'autre personne est la victime.
Aux fins de la présente requête, l'intimé est la personne à l'égard de qui la victime demande l'ordonnance de protection.

ENTRE :

_____, requérant (vous), au nom de :

Prénom	Seconds prénoms	Nom de famille		
Prénom	Seconds prénoms	Nom de famille	Victime	Date de naissance _____ (jj/mm/aaaa) (facultatif)
- et -				
Prénom	Seconds prénoms	Nom de famille	Intimé	Date de naissance _____ (jj/mm/aaaa) (facultatif)

Cochez chaque case applicable et fournissez des précisions dans l'espace prévu.

J'ai au moins 18 ans et je présente une requête en vue de l'obtention d'une ordonnance de protection à l'égard de l'intimé en vertu de la Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel au nom :

- d'une personne mineure;
- d'une personne ayant une incapacité mentale, pour laquelle j'ai été nommé curateur en vertu de la Loi sur la santé mentale, ou subrogé en vertu de la Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale, et au nom de laquelle j'ai le pouvoir de déposer la présente requête. *(Vous pourriez avoir l'obligation de fournir des documents ou d'autres éléments de preuve à l'appui de cette déclaration.)*

ET / OU

- Je suis avocat, agent de la paix ou personne désignée par le ministre aux fins de la présente requête, et la victime a consenti à ce que je dépose la présente requête en son nom :
 - en personne;
 - par un moyen de télécommunication.
- Je demande aussi une ordonnance de protection à l'égard de l'intimé pour les enfants suivants, qui ont moins de 18 ans : *(Remplir seulement si applicable.)*

Nom complet de l'enfant <i>(Indiquez le prénom, les seconds prénoms et le nom de famille de chaque enfant.)</i>	Âge de l'enfant

- Pour remplir la présente requête, j'ai obtenu l'aide de :

Nom de la personne <i>(ou code d'agent aux ordonnances de protection, le cas échéant)</i>	Adresse	N° de téléphone

- L'**annexe A** ci-jointe présente la preuve sur laquelle je m'appuierai à l'audition de ma requête. *(Cochez cette case si vous remplissez les pages ci-jointes et que les pages remplies feront partie de votre requête.)*

- Je m'appuierai sur d'autres éléments de preuve à l'audition de ma requête. (Indiquez le nom de tout témoin ou la description de tout document ou autre élément de preuve que vous présenterez à l'audience.)

Autres éléments de preuve

- Mon avocat m'accompagnera à l'audition de la présente requête.

Nom de l'avocat	Adresse	N° de téléphone

Je comprends que tout renseignement fourni à l'appui de la présente requête pourrait être utilisé comme base d'une enquête ou comme élément de preuve dans toute instance, y compris celle-ci, et que je pourrais devoir payer les dépens adjugés contre moi.

Date de la requête (jj/mm/aaaa)

Signature de l'auteur de la requête

Vous devez indiquer sur la feuille de renseignements confidentiels l'adresse où des documents judiciaires peuvent vous être signifiés. Sachez que l'intimé a droit à une copie de la présente requête et de tout élément de preuve à l'appui de celle-ci.

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 1 DE 7)

Je, _____, fais ces déclarations, que je crois véridiques, à l'appui de ma requête en
(Votre nom complet)

vue de l'obtention d'une ordonnance de protection au nom de la victime _____
(Nom complet)

à l'égard de l'intimé : _____
(Nom complet de la personne à l'égard de laquelle vous demandez l'ordonnance)

J'ai une connaissance personnelle des renseignements suivants, **sauf lorsque j'indique que ma déclaration est fondée sur des renseignements provenant d'une autre personne**, auquel cas je les crois véridiques.

(Fournissez autant de précisions et de détails que possible en remplissant le présent document. Vous trouverez des définitions et des exemples dans le document Options juridiques pour la protection contre la violence familiale et le harcèlement criminel – Ordonnances de protection. Si vous avez besoin de plus d'espace, utilisez l'espace prévu au numéro 26 ou ajoutez des pages vierges.)

1. L'intimé et la victime :

- sont ou ont été mariés ou conjoints de fait en situation de cohabitation;
- se fréquentent ou se sont fréquentés;
- sont ou ont été les parents biologiques ou adoptifs d'un ou de plusieurs enfants;
- ont présentement ou ont eu un lien familial biologique, par mariage ou par adoption, notamment :
 - parent et enfant;
 - frères, sœurs ou frère et sœur;
 - autre :
- Aucune des situations mentionnées ci-dessus ne s'applique – il n'y a jamais eu de relation entre l'intimé et la victime.

2. L'intimé a commis des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel. Oui Non

(Si plus d'un incident s'est produit, **décrivez en détail l'incident le plus récent dans cette case** et décrivez les incidents antérieurs dans l'espace prévu au numéro 3 ci-dessous.)

Date de l'incident : _____
(Indiquez le jour, le mois, l'année et l'heure de l'incident ou soyez aussi exact et précis que possible.)

Lieu de l'incident : _____
(Indiquez la ville, le village ou la région ainsi que la province où l'incident s'est produit.)

Description de l'incident : _____
(Décrivez l'acte de violence familiale ou de harcèlement criminel de la manière la plus détaillée possible.)

L'intimé a utilisé ou menacé d'utiliser une arme lors de l'incident décrit ci-dessus. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez l'arme que l'intimé a utilisée ou menacé d'utiliser.)

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 2 de 7)

La police a été appelée pendant ou après l'incident décrit ci-dessus. Oui Non
(Si vous cochez Oui, indiquez le nom de la personne qui a appelé la police et précisez s'il y a eu une arrestation. Si possible, indiquez aussi les accusations, le nom du service de police et le numéro du rapport de police. Si vous souhaitez expliquer pourquoi la police n'a pas été appelée, utilisez cet espace pour le faire.)

La victime a été blessée lors de l'incident décrit ci-dessus. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez en détail toute blessure corporelle ou psychologique résultant de l'incident et tout traitement reçu.)

3. L'intimé s'est-il livré à la violence familiale ou au harcèlement criminel lors d'autres incidents? Oui Non
*(Si vous cochez Oui, décrivez en détail les **incidents antérieurs** de violence familiale ou de harcèlement criminel. Pour chaque incident, précisez la date et le lieu et indiquez si des armes ont été utilisées, si la police a été appelée et s'il y a eu des blessures.)*

(Si vous avez besoin de plus d'espace, utilisez l'espace prévu au numéro 26 ou ajoutez des pages vierges.)

4. La violence familiale ou le harcèlement criminel envers la victime se répète ou s'aggrave. Oui Non
(Si vous cochez Oui, expliquez en quoi la violence familiale ou le harcèlement criminel se répète ou s'aggrave.)

5. La violence familiale ou le harcèlement criminel témoignent d'un comportement habituel coercitif ou contrôlant envers la victime.
(Si vous cochez Oui, décrivez le comportement, y compris les injures ou les humiliations, l'isolation des amis et de la famille, le refus de nourriture, de vêtements ou d'argent, les mauvais traitements physiques ou sexuels, le sentiment de crainte, de menace ou d'intimidation ou tout autre comportement.) Oui Non

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 3 de 7)

6. L'intimé a déjà causé d'autres dommages matériels ou commis d'autres actes de violence, y compris des actes de violence envers des animaux ou d'autres personnes. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez les incidents de violence antérieurs. Pour chaque incident, précisez la date et le lieu et indiquez si des armes ont été utilisées, si la police a été appelée et s'il y a eu des blessures.)
7. Croyez-vous que la santé mentale de l'intimé est préoccupante? Oui Non
(Si vous cochez Oui, expliquez les raisons de vos préoccupations.)
8. L'état actuel de la relation de la victime avec l'intimé augmente le risque de violence familiale ou de harcèlement criminel. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez l'état actuel de la relation, y compris toute séparation ou intention de séparation récente, et expliquez en quoi cela augmente le risque.)
9. Est-ce que d'autres circonstances de l'intimé, de l'auteur de la requête ou de la victime pourraient augmenter le risque de violence familiale ou de harcèlement criminel? Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez les circonstances de l'intimé, par exemple une toxicomanie, des difficultés d'emploi ou financières ou l'accès à des armes, y compris des armes à feu. Décrivez les circonstances de l'auteur de la requête ou de la victime, par exemple la grossesse, l'âge, la situation familiale, la santé ou la dépendance économique.)
10. La victime subit du harcèlement criminel de la part de l'intimé et a des raisons de craindre pour sa sécurité. Oui Non
(Si vous cochez Oui, expliquez comment les actes de l'intimé amènent la victime à craindre pour sa sécurité ou pourquoi il faut croire qu'elle a cette crainte.)

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 4 DE 7)

11. L'intimé possède-t-il des armes, y compris des armes à feu, ou a-t-il accès à des armes? Oui Non
(Si vous cochez Oui, incluez une description de toute arme, y compris toute arme à feu et ses munitions, dont l'intimé a la possession ou la propriété ou auxquelles il a accès et indiquez où ces articles pourraient se trouver.)

12. La victime croit que l'intimé continuera ou recommencera à commettre des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel envers elle. Oui Non
(Si vous cochez Oui, expliquez comment les actes de l'intimé vous amènent à craindre pour votre sécurité.)

13. Ma requête vise aussi un ou des enfants de moins de 18 ans. Oui Non
(Si vous cochez Oui, remplissez la case ci-dessous. Sinon, sautez les numéros 14 à 20 et passez au numéro 21.)

Nom complet de l'enfant			Date de naissance	Lien de la victime avec l'enfant	Lien de l'intimé avec l'enfant	L'enfant réside actuellement chez :	J'accepte d'agir au nom de l'enfant
Prénom	Second prénom	Nom de famille	(jj/mm/aaaa)				
							<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
							<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

14. Est-ce que l'intimé et la victime sont parties à des instances juridiques (y compris judiciaires) en cours, à des ordonnances judiciaires ou à des accords écrits concernant la garde des enfants, les droits de visite, les arrangements parentaux, le contact avec un enfant ou la pension alimentaire pour enfants? Oui Non
(Si vous cochez Oui, donnez les détails des instances juridiques (y compris judiciaires), des ordonnances rendues ou des accords écrits, par exemple une ordonnance de divorce, une ordonnance rendue en vertu de la Loi sur l'obligation alimentaire ou de la Loi sur le droit de la famille ou un accord de séparation. Annexe une copie de toute ordonnance ou entente disponible.)

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 5 DE 7)

15. L'intimé a commis des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel envers les enfants que j'inclus dans la présente requête. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez en détail l'incident de violence familiale ou de harcèlement criminel. Indiquez les noms des enfants, la date et le lieu et précisez si des armes ont été utilisées, si la police a été appelée et s'il y a eu des blessures. S'il y a eu plus d'un incident, décrivez d'abord le plus récent.)
16. Les enfants que j'inclus dans la présente requête ont été témoins d'actes de violence familiale ou de harcèlement criminel commis par l'intimé envers la victime. Oui Non
(Si vous cochez Oui, indiquez les noms des enfants et les incidents de violence familiale ou de harcèlement criminel envers la victime dont ils ont été témoins.)
17. D'autres circonstances augmentent le risque de violence familiale ou de harcèlement criminel auquel sont exposés les enfants que j'inclus dans la présente requête. Oui Non
(Si vous cochez Oui, décrivez les circonstances, par exemple la grossesse, l'âge, la situation familiale, la santé ou la dépendance économique.)
18. La victime croit que l'intimé continuera ou recommencera à commettre des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, et qu'il faut rendre sans délai une ordonnance de protection à l'égard des enfants. Oui Non
(Si vous cochez Oui, précisez pourquoi.)
19. Je dépose la présente requête dans l'intérêt supérieur des enfants. Mes intérêts n'entrent pas en conflit avec ceux des enfants. Oui Non
20. Je comprends que, comme conséquence au dépôt de la présente requête au nom des enfants, on pourrait exiger que je paie moi-même les dépens adjugés contre moi ou la victime, le cas échéant, dans toute instance judiciaire future. Oui Non

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 6 DE 7)

21. La victime et l'intimé sont présentement ou ont déjà été parties à une ou plusieurs instances juridiques, y compris judiciaires. Oui Non
(Si vous cochez Oui, fournissez des détails concernant les instances juridiques, y compris judiciaires, et toute ordonnance rendue ou entente écrite, par exemple : ordonnance de mise en liberté, engagement, ordonnance de probation, ordonnance de sursis, engagement de ne pas troubler l'ordre public, ordonnance de divorce, ordonnance rendue en vertu de la Loi sur l'obligation alimentaire ou de la Loi sur le droit de la famille, accord de séparation. Annexez une copie de toute ordonnance ou entente disponible.)
22. Est-ce que la victime ou une personne agissant en son nom a déjà présenté une requête en vue de l'obtention d'une ordonnance de protection ou de prévention à l'égard de l'intimé? Oui Non
(Si vous cochez Oui, fournissez les détails de la requête, y compris sa date de présentation, et indiquez si l'ordonnance a été accordée. Indiquez aussi si l'ordonnance a été annulée, modifiée ou révoquée. Annexez une copie de l'ordonnance si possible.)
23. La victime a obtenu à l'égard de l'intimé une ordonnance de protection qui a expiré ou expirera dans les trois prochains mois. Oui Non
*(Si vous cochez Oui, expliquez pourquoi une ordonnance de protection est toujours nécessaire et **annexez une copie de l'ancienne ordonnance à la présente requête.**)*
24. En vertu de la Loi sur le droit de la famille, la victime a obtenu à l'égard de l'intimé une ordonnance relative à sa conduite qui interdit ou limite les communications entre eux ainsi que la présence de l'intimé dans un rayon entourant tout lieu où la victime se trouve régulièrement. Oui Non
(Si vous cochez Oui, fournissez les détails de l'ordonnance qui interdit ou limite la conduite de l'intimé à l'égard de la victime. Annexez une copie de l'ordonnance si possible.)
25. L'intimé présentement ou a déjà obtenu une ordonnance de protection ou de prévention à l'égard de la victime. Oui Non
(Si vous cochez Oui, indiquez le type d'ordonnance et fournissez des détails. Indiquez aussi si l'ordonnance a été annulée, modifiée ou révoquée. Annexez une copie de l'ordonnance si possible.)

ANNEXE A
PREUVE À L'APPUI DE LA REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION (AU NOM D'AUTRUI) (PAGE 7 de 7)

26. Renseignements supplémentaires concernant la gravité ou l'urgence de la situation ou d'autres raisons pour lesquelles je crois qu'il faut rendre une ordonnance de protection sans délai :
(Utilisez cet espace pour inclure tout renseignement supplémentaire dont vous souhaitez que le tribunal tienne compte ou laissez-le vierge et passez au numéro 27.)

27. Les faits énoncés dans le présent document sont véridiques. Je comprends que le fait de faire sciemment une fausse déclaration dans le présent document constitue une infraction criminelle. Oui Non

(NE REMPLISSEZ PAS LA PARTIE SOUS CETTE LIGNE AVANT DE VOUS TROUVER DEVANT UNE PERSONNE AUTORISÉE À FAIRE PRÊTER SERMENT.)

DÉCLARÉ SOUS SERMENT OU SOLENNELLEMENT
devant moi dans le ou la

_____ de _____
dans la province du Manitoba, le

Date du serment ou de l'affirmation (jj/mm/aaaa)

Signature de la personne autorisée à faire prêter serment

Nom imprimé ou estampé et autorité

Signature de l'auteur de la déclaration sous serment ou solennelle

Réservé à l'administration :

Pièce d'identité vérifiée _____

Renseignements supplémentaires ci-joints.